

# Les corrigés des examens DPECF - DECF 2005

Spécialiste des préparations  
à l'Expertise Comptable  
DPECF - DECF - DESCF

48h après l'examen sur  
[www.comptalia.com](http://www.comptalia.com)



L'école en ligne qui en fait + pour votre réussite

**ECONOMIE**

**Durée :** 3 heures

**Coefficient :** 1

**Documents autorisés :**

Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.

En conséquence, tout usage d'une calculatrice est INTERDIT et constituerait une fraude.

**I – COMMENTAIRE DE TEXTE**

A l'aide du texte présenté en annexe et de vos connaissances personnelles, vous analyserez le phénomène de mondialisation.

**II – QUESTIONS**

- Le marché boursier : fonctions et modalités d'organisation.
- Proposer une définition commentée de l'entreprise citoyenne.

**Barème :**

I - Commentaire : .....	13 points
II - Questions : .....	7 points
Première question .....	4 points
Deuxième question .....	3 points

## **ANNEXE**

### **"Le Sud à plusieurs vitesses"**

Par Jean COUSSY, correspondant scientifique du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI).

La première mondialisation, impulsée au XIXe siècle par l'Angleterre, a stimulé très inégalement les pays qui étaient alors "tard venus au développement". [...]

La mondialisation actuelle connaît la même différenciation entre les pays qui cherchent à rattraper les leaders. L'Asie a ses "pays émergents", dont les taux de croissance permettent d'amorcer un rattrapage des pays développés : c'est le cas de la Chine, de l'Inde, de la Corée, de la Malaisie, des pays d'Asie du Sud-Est, qui semblent sortir de la crise, et, ailleurs, peut-être aussi du Mexique, etc. Sur tous les continents, notamment en Amérique latine, des "pays en développement" décollent, mais avec des taux de croissance plus modérés et surtout plus instables que les précédents : Brésil, Argentine, Russie, auxquels il faut ajouter les pays asiatiques qui ont plus de difficultés à sortir de la crise. Enfin, d'autres États, notamment les pays moins avancés, restent freinés par les cercles vicieux du sous-développement avec des taux de croissance faibles, nuls ou négatifs (les succès en Afrique subsaharienne ne sont pas absents, mais rares).

Alors qu'il y a un siècle, l'attention s'était portée sur les rattrapages et les rivalités entre grandes puissances, aujourd'hui, elle se porte d'abord sur les échecs de croissance, qui concernent les zones les plus peuplées et les plus pauvres. La mondialisation y a des effets pervers. Elle impose des contraintes extérieures (compétitivité et attractivité des capitaux), que de nombreux pays, notamment africains, n'ont pu ou voulu satisfaire. Elle maintient leur spécialisation dans des produits primaires aux prix de moins en moins régulés. Elle crée aussi des opportunités de trafics (drogues, diamants, armes...) et insère la fraude, la violence et la criminalité locales dans des réseaux mondiaux. Elle suscite des États prédateurs sans créer des administrations efficaces. Mais la mondialisation permet aussi, même dans les pays en échec, une économie informelle dynamique, une croissance non nulle et, avant le sida, l'allongement de l'espérance de vie.

Les pays au développement intermédiaire, eux, connaissent des transformations de leur appareil productif, qui leur permettent de voir la mondialisation comme une opportunité. Ils considèrent désormais les pays riches comme des débouchés, dont ils demandent aujourd'hui à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de réduire les protections. Ils veulent accélérer les transferts de techniques par une lutte contre les brevets (par exemple pharmaceutiques). Ils cherchent à bénéficier des délocalisations d'activités des entreprises transnationales, qu'ils critiquent, mais tentent de séduire : les investissements étrangers ont été décisifs pour la croissance de l'Amérique latine et de l'Asie.

Simultanément, la mondialisation a des effets pervers sur ces croissances qui, comme au XIXe siècle, sont à la merci de déficits extérieurs, d'endettements excessifs, de sorties de capitaux et de mises sous tutelle étrangère (ajustements structurels<sup>1</sup>). Comme au XIXe siècle, les pays qui ont réussi (le Brésil, la Malaisie...) sont toujours ceux qui ont fait le tri entre les effets positifs et les effets pervers, en combinant ouverture et protection, libéralisation et interventions de l'État.

Utilisant les mêmes stratégies complexes de mélange d'actions publiques et privées, les pays émergents, notamment asiatiques (Corée du Sud, Taiwan...) ont connu une croissance accélérée. En s'y ralliant, la Chine et l'Inde ont, elles aussi, bénéficié de taux de croissance sans précédent (jusqu'à 13% ou 14% pour la première et 6% ou 7%, pour la seconde). Elles se muent en de nouvelles grandes puissances. [...]

D'après la théorie économique dominante, la rencontre sur le marché international de pays aux niveaux de développement différents devrait avoir tendance à faire converger les revenus du capital et du travail entre le Nord et le Sud. Ce qui signifie que la mondialisation libérale devrait provoquer, dans les pays riches, une baisse des revenus du travail (concurrence du Sud) et une hausse des revenus du capital (placé dans les pays qui en ont besoin). Et inversement, dans les pays pauvres, une hausse des revenus du travail et une baisse des revenus du capital (devenu abondant).

La rémunération du capital s'est bien élevée dans les pays riches. Sa baisse dans certains pays pauvres est une tendance observable, parfois avec de trop fortes entrées de capitaux qui se terminent en crise financière. Mais les transferts financiers vers les plus pauvres restent freinés par le fait que les investisseurs les considèrent comme des territoires à risque. Ils tendent alors à polariser leurs financements sur quelques pays émergents, voire même pour les autres pays à rapatrier leur épargne vers le Nord.

La rémunération du travail dans les pays pauvres s'est bien élevée lorsque le volume de la population sans emploi salarié s'est réduit ou, processus moins libéral, lorsque des syndicats sont apparus (comme en Corée du Sud). Mais dans les pays à forte réserve de main-d'œuvre, la hausse de la demande de travail se traduit plutôt par davantage d'emplois que de salaires. Et la mondialisation s'étendant toujours plus loin à la recherche de régions à bas salaires, ces derniers peuvent même diminuer avec une plus grande pénétration de l'hinterland<sup>2</sup>.

Il en résulte bien une pression à la baisse sur les salaires des pays riches, comme le prévoyait la théorie libérale. Mais les commentateurs libéraux, paradoxalement, minimisent aujourd'hui cette vérification de leur propre théorie. Ils soulignent que la pression sur les salaires vient peut-être surtout de la concurrence entre pays riches (concurrence qu'ils recommandent par ailleurs comme un aspect positif de la mondialisation libérale). Ils notent, ce qui est plus cohérent, que, faute de flexibilité des salaires, la concurrence peut réduire l'emploi ou inciter à sa précarisation, contraignant à un choix entre baisse des salaires et chômage, qui amène à se poser la question de l'économiste américain Dani Rodrik : "La mondialisation est-elle allée trop loin ?".

Enfin, ils rappellent que chômage et baisse des salaires peuvent être évités par une hausse de la productivité, de la qualification du travail et des reconversions vers de nouvelles activités, toutes adaptations qui demandent du temps, ce qui rejoint la question de l'économiste français Pierre-Noël Giraud : "La mondialisation va-t-elle trop vite ?". Et cela d'autant plus qu'avec l'arrivée de la Chine, la mondialisation risque d'aller encore plus loin et encore plus vite.

*Alternatives Économiques. Hors série N° 59. 1<sup>er</sup> trimestre 2004*

<sup>1</sup> Ajustement structurel : politique demandée par le FMI et la Banque Mondiale aux pays qui souhaitent recevoir leur aide financière.

<sup>2</sup> Hinterland : aire d'influence d'une ville.

## **CORRIGE**

### **I – Commentaire : l'analyse du phénomène de mondialisation**

#### **Proposition de plan détaillé**

##### **Introduction**

Boire un Coca Cola, manger des sushis, voir le dernier film iranien ou lire le dernier roman de Julio Cortazar, partir en voyage en Inde, acheter des actions de Boeing en ligne ou lire les dernières informations relatives aux inondations à la Nouvelle Orléans sur le site du Washington Post, voilà autant de manifestations de la mondialisation qui progressivement s'installe dans la vie de chacun d'entre nous. Pourtant, derrière ces manifestations concrètes se cache un processus complexe et multiforme. La mondialisation concerne la culture, l'information, les technologies, les idées, les valeurs et les modes de vie. Mais au centre du phénomène se trouve le champ de l'économique. La mondialisation économique peut se définir comme un processus d'intégration croissante des économies nationales au sein de l'économie mondiale caractérisée par l'émergence de marchés planétaires relatifs aux biens et services, aux capitaux et aux facteurs de production et sur lesquels agissent des firmes transnationales. L'espace économique s'ouvre, les frontières s'estompent, les interdépendances se multiplient.

Si le phénomène n'est pas nouveau, il est en gestation probablement de puis le XV<sup>ème</sup> siècle avec l'apparition des économies-monde chères à F. Braudel, son développement est exponentiel de puis un bon quart de siècle.

Adulée par les libéraux, qui voient en elle le stade ultime du capitalisme et la voie royale de l'opulence pour tous, elle est dénoncée violemment par d'autres, notamment tous ceux participant à la nébuleuse anti ou altermondialiste.

Le texte de Jean Coussy, "*Le sud à plusieurs vitesses*", publié par la revue Alternatives Economiques au premier trimestre 2004 nous invite à nous pencher sur les conséquences économiques et sociales de la mondialisation pour les différents groupes de nations. La mondialisation n'a-t-elle que des conséquences heureuses pour les nations et les hommes ?, contribue-t-elle toujours au développement économique et social ?

Pour répondre à cette vaste interrogation nous préciserons dans un premier temps, les différents contenus de la mondialisation ainsi que les acteurs à l'œuvre dans son expansion, pour dans un deuxième temps analyser les conséquences économiques et sociales du phénomène, tant positives que négatives, sur les différents groupes de pays en fonction de leur niveau de développement.

##### **Développement**

#### **Partie I – La réalité de la mondialisation**

##### **A – Les contenus de la mondialisation économique**

###### **1) La croissance des échanges de biens et de services**

Les débouchés extérieurs moteurs de plus en plus importants de la croissance économique. Augmentation de la spécialisation des nations et diminution continue des coûts de transport. La variété des produits de consommation importés, la diffusion de marchandises universelles qui traduisent une certaine convergence des normes de consommation.

###### **2) La croissance des mouvements internationaux de capitaux**

Le développement des investissements directs à l'étranger lié à une toujours plus grande liberté de circulation des capitaux et à la disparition progressive du contrôle des changes par les nations, ainsi qu'au développement sans précédent des firmes transnationales.

Une toujours plus grande circulation de l'épargne sous le poids de l'internationalisation croissante des institutions financières et sous celui de l'interconnexion totale des marchés financiers.

### 3) Une diffusion plus rapide des innovations technologiques et des procédés de production

Le développement de l'Internet et des ventes en ligne permet aux offreurs de petite taille de distribuer leurs produits en s'affranchissant des contraintes de la distance.

Ces trois dimensions essentielles de la mondialisation entraînent une intégration croissante des économies nationales au système économique mondial, renforçant sans cesse les interdépendances. Ces mouvements d'intégration sont favorisés par le jeu d'acteurs bien identifiés.

## **B – Les acteurs de la mondialisation**

### 1) Le rôle des firmes multinationales

Elles multiplient leurs implantations à l'étranger, soit pour élargir les débouchés de leur production, soit pour profiter des zones de croissance, soit pour diminuer leurs coûts et accroître leur efficacité en répartissant les différentes opérations de production en profitant des différents avantages comparatifs des nations.

### 2) Le rôle des institutions internationales

L'OMC, qui promeut en permanence les vertus du libre échange et qui comme l'affirme le document pousse à "réduire les protections".

Le FMI, qui conditionne son aide aux pays les moins avancés (PMA) aux progrès du libéralisme et à l'ouverture internationale.

### 3) Le rôle des zones de libre échange et des unions douanières

Ces dernières se multiplient et s'élargissent partout dans le monde, elles contribuent ainsi à élargir la taille des marchés intérieurs, constituant ainsi une transition entre un système économique mondial basé sur des économies nationales relativement autonomes et différenciées et une économie mondiale totalement intégrée, en gestation.

### 4) Le rôle des nations, enfin

Qui cèdent progressivement aux sirènes du libéralisme, abandonnant progressivement toute régulation nationale, démantelant leurs protections douanières, ouvrant leurs marchés à la concurrence, privatisant leurs entreprises publiques, livrant leurs services publics aux entreprises privées.

L'ensemble de ces forces sont à l'œuvre pour précipiter l'intégration des économies nationales, comme si la mondialisation allait affranchir l'humanité de tous ses problèmes et la faire progresser rapidement sur la voie du développement et de l'opulence pour tous. La réalité nous montre que si la mondialisation génère des conséquences incontestablement positives, elle génère aussi un certain nombre de problèmes nouveaux, tout en ne permettant pas de résoudre toutes les situations de non développement.

## **Partie II – Une mondialisation aux effets pourtant différenciés**

### **A - Des conséquences positives en terme de croissance et de développement**

#### 1) Les pays développés ont globalement profité de la mondialisation que leurs entreprises, leur idéologie et leurs institutions internationales ont contribué à promouvoir

Les pays du nord ont bénéficié de la mondialisation par :

- l'élargissement des débouchés des firmes des pays développés (conquête des marchés émergents, développement des échanges entre pays développés). Diffusion des normes de consommation des pays développés ;
- la multiplication des implantations (des IDE) dans les autres pays de la triade et les économies émergentes
- la diffusion mondiale des innovations technologiques ;

- les stratégies d'approvisionnements et l'exploitation des avantages comparatifs des pays en développement qui ont permis une baisse considérable des coûts.

Pourtant à l'exception des USA, la croissance économique est demeurée modeste dans les pays développés. Les pays développés qui doivent affronter une concurrence interne de plus en plus virulente, doivent aussi faire face à la montée en puissance de la nouvelle concurrence venue des économies émergentes.

## 2) Les pays émergents grands gagnants de la mondialisation et les pays à revenu intermédiaires futurs bénéficiaires

Les pays émergents ont réussi leur décollage par l'insertion au commerce mondial. D'abord sous-traitants pour l'industrie des pays riches (les fameuses usines tournevis), ils sont devenus des concurrents redoutables dans toutes les industries de biens de grande consommation (textile, meuble, jouet, petit électro ménager), puis ont remonté les filières technologiques. Aujourd'hui, ils concurrencent de plus en plus les pays du nord sur les produits à fort contenu technologique (électronique, informatique).

Ces pays ont par ailleurs bénéficié des flux d'investissement en provenance des pays industriels et de leurs FMN. Ainsi le coût du capital a baissé (cf. document), conformément aux enseignements de la théorie libérale, accélérant encore le processus de développement, mais aussi les risques de crises financières consécutives à l'endettement excessif.

Il est à noter que ce rattrapage des économies émergentes ne s'est pas réalisé grâce à une conversion totale au libéralisme, mais le plus souvent sous la férule de gouvernements autoritaires par des interventions publiques et la mise en place de protections.

Les pays à revenu intermédiaire empruntent la même voie en réformant leurs structures économiques, parfois au détriment des populations les plus fragiles. Elles tentent de pénétrer les marchés développés en exigeant auprès des institutions internationales le démantèlement des protections qui les y empêchent.

En définitive, la mondialisation a généré davantage de croissance, davantage d'emplois a permis l'augmentation des revenus et des niveaux de vie dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine, a fait régresser la malnutrition et augmenter l'espérance de vie de l'humanité. Elle a donc incontestablement contribué à l'amélioration globale du niveau de développement économique et social comme en témoigne l'augmentation de la plupart des indices de développement humain (IDH).

## **B – Pourtant, la mondialisation ne résout pas tous les problèmes... et en fait émerger de nouveaux**

### 1) Les pays les moins développés à l'écart de la mondialisation

Tous les pays n'ont pu s'intégrer à l'économie mondiale, faute d'un niveau de développement préalable suffisant. Ainsi la mondialisation a laissé à l'écart du processus de développement un certain nombre de PMA, dont le continent africain. Ces pays n'ont pu comme l'affirme le document procéder aux ajustements structurels préalables (baisse des déficits publics, ouverture des frontières, privatisations). Les écarts de développement entre ces pays et les autres se sont encore accrus et un bon nombre d'entre eux sont toujours spécialisés dans l'exportation d'une ou deux matières premières, dont le cours est déterminé par le marché mondial ou quelques multinationales. Pour ces pays, la mondialisation n'est pas une réalité, le non développement est toujours la règle et la dépendance vis-à-vis du monde développé et des institutions internationales augmente.

### 2) et des conséquences déstabilisantes dans les sociétés développées

Citons, par exemple, les déstabilisations des activités productrices et leurs conséquences en terme d'emploi et de salaires, suite au renforcement de la concurrence internationale, en particulier celle des économies émergentes :

- délocalisations d'activités ;
- disparition d'activités consécutives à la substitution d'importations ;
- concurrence sur les emplois les moins qualifiés, développement du chômage ;
- pression à la baisse des salaires et du coût du travail (résultat du processus de convergence des salaires prédit par les libéraux (cf. document) ;
- précarisation d'une partie de l'emploi ;
- développement d'une nouvelle pauvreté (workers poor) et des phénomènes d'exclusion sociale.

### 3) Apparition de nouveaux problèmes

Outre le fait de ne pas résoudre tous les problèmes de développement et de déstabiliser les structures économiques des pays développés, la mondialisation est porteuse de problèmes inédits : - les activités criminelles profitent aussi de la mondialisation et de la transnationalité de ses réseaux (trafics en tous genres, blanchiment de capitaux) - la déstabilisation des structures sociales et des modes de vie traditionnels (suite à l'irruption trop brutale de la "modernité") ; - montée en puissance des problèmes de pollution (la suractivité des pays émergents renforce les effets désastreux sur l'environnement des activités des pays industriels, en l'absence de réglementation protectrice) ; - plus récemment tension sur les ressources non renouvelables (matières premières minérales, pétrole) liée à l'augmentation de la demande de pays comme la Chine qui connaît une croissance insoutenable à deux chiffres depuis près de 15 ans ; - enfin, montée en puissance des risques systémiques engendrés par l'essor des interdépendances économiques (en témoignent, la succession des crises financières sur les 20 dernières années, mexicaine, russe, asiatique... qui ont des répercussions sur l'ensemble de la finance mondiale).

Les conséquences négatives de la mondialisation économique, mises en évidence par la mouvance altermondialiste sont bien réelles et risquent à terme d'éloigner l'humanité de la voie d'un développement durable que pourtant chacun appelle de ses vœux.

## **Conclusion**

### Rappel des conclusions partielles du devoir

Les terrains de la mondialisation et les forces à l'œuvre dans son processus ;  
Les avantages incontestables de la mondialisation du point de vue du développement humain  
... qui pourtant sont en mesure d'être anéantis par l'apparition de nouveaux problèmes et de nouveaux risques de nature à mettre en péril l'avenir de l'humanité.

### Ouverture du sujet

Que faire pour maîtriser la mondialisation qui comme l'affirment les deux auteurs cités dans l'article va à la fois "trop vite" et "trop loin" ; comment limiter les effets pervers de son expansion ?  
Quelques éléments de réponse peuvent être esquissés : la mondialisation ne doit pas être exclusivement libérale, son expansion laissée aux seules forces du marché. Elle nécessite la mise en place de nouvelles régulations à l'échelle de la planète, assurée par de nouvelles institutions internationales représentatives de l'ensemble des intérêts et non plus exclusivement dominées par les puissants pour dicter leur loi aux plus faibles. Mais ces nouvelles règles d'une gouvernance économique mondiale équilibrée ne peuvent résulter que d'une volonté politique forte et partagée ; l'humanité en est-elle capable ?

## **II – Questions**

### **1) Le marché boursier : fonctions et modalités d'organisation (4 points)**

Le marché boursier est un ensemble de marchés spécialisés où se négocient par confrontation de l'offre et de la demande, des valeurs mobilières (actions, obligations, SICAV, FCP). On y trouve aussi la cotation des grandes matières premières, comme l'or, le pétrole, le cuivre ou bien encore le café et le cacao. La confrontation de l'offre et de la demande aboutit à la détermination du prix des actifs concernés.

Outre la fixation du cours des matières premières, les marchés boursiers permettent aux agents économiques qui connaissent un besoin de financement structurel de trouver les ressources financières nécessaires, c'est le cas des entreprises d'une certaine taille mais aussi de l'Etat qui y trouve les moyens de financement de son déficit budgétaire. Ainsi, les entreprises peuvent augmenter leur capital social en émettant des actions ou augmenter leurs fonds propres en souscrivant un emprunt obligataire, dans le but de financer les investissements consécutifs à leurs choix stratégiques.

En contrepartie, les agents à capacité de financement, essentiellement les ménages, les investisseurs institutionnels et des entreprises peuvent placer leur épargne sur ces marchés.

Le marché boursier est le lieu de la finance désintermédiée qui permet à la fois une baisse du coût du financement et une augmentation potentielle de la rémunération de l'épargne.

Il faut noter une troisième fonction à ce marché : la couverture des risques liés à la variation des taux de change, des taux d'intérêt et du prix des matières premières, par le biais des marchés d'options.

Les marchés boursiers sont des marchés officiels dont le fonctionnement est défini et contrôlé, par exemple en France, par l'AMF (l'Autorité des Marchés Financiers) qui fixe les conditions d'admission à la cote et surveille la légalité des transactions et le respect des obligations des entreprises cotées (information financière régulière notamment).

Trois types d'acteurs se rencontrent sur le marché boursier : les émetteurs de titres, les investisseurs et les épargnants, enfin les intermédiaires financiers, c'est-à-dire les établissements de crédit et les sociétés d'investissements. La dernière catégorie exécute les ordres pour le compte des deux premières.

La bourse est compartimentée en fonction des produits échangés. On distinguait ainsi la cote officielle réservée aux titres émis par les grandes entreprises nationales mais aussi étrangères, le second marché qui accueille les titres des entreprises de taille moyenne (les grosses PME), le nouveau marché ouvert en 1996 qui est réservé aux entreprises à fort potentiel de développement et généralement orientées vers l'innovation technologique, enfin le marché libre qui contrairement aux précédents n'est pas réglementé. Il est à noter que depuis janvier 2005, l'ensemble de ces marchés ont été regroupés sous un marché unique l'Euronext Lis.

On trouve aussi le marché des produits dérivés comme le MATIF et le MONEP destinés essentiellement à la couverture de risques.

Par ailleurs, on distingue le marché primaire qui concerne l'introduction des nouveaux titres et le marché secondaire où s'échangent les titres déjà émis. Ce second marché assure la liquidité des titres.

Enfin, il existe des marchés au comptant et des marchés à terme.

## 2) Définition commentée de l'entreprise citoyenne (3 points)

Selon Alain Touraine, l'entreprise citoyenne se définit comme "une institution privée remplissant une fonction sociale". L'entreprise doit donc se comporter en véritable citoyen ayant des droits et des devoirs. Cela signifie d'abord respecter scrupuleusement le cadre légal qui concerne le droit du travail, fiscal, comptable, le droit des affaires et de la concurrence, le droit du consommateur et le droit pénal en général. Cela signifie également le respect de la déontologie professionnelle liée à l'activité particulière de l'entreprise, comme par exemple, le respect de la confidentialité ou du secret professionnel. Le respect de ses partenaires (clients et fournisseurs), de ses concurrents et la considération de ses propres salariés sont également au cœur de la problématique de la citoyenneté.

Mais avoir un comportement citoyen, pour une entreprise, va au-delà du strict respect de la règle de droit ou de l'éthique professionnelle. Il est demandé à l'entreprise de faire preuve de solidarité vis-à-vis de la collectivité nationale ou de l'humanité en s'engageant, par exemple, dans la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, en contribuant à la résolution des problèmes sociaux, en participant activement au respect des grands équilibres écologiques par la réduction de ses propres pollutions. Le mécénat et le sponsoring des grandes causes humanitaires ou dans une moindre mesure des manifestations culturelles et sportives participent au comportement citoyen des entreprises.

En fait, l'entreprise citoyenne doit faire en sorte de limiter les externalités négatives liées à son activité et de développer les externalités positives.

Il existe une contradiction entre la recherche de l'intérêt individuel de l'entreprise, sous la forme du profit, et celle de l'intérêt collectif au centre du concept de citoyenneté. Ainsi, le comportement citoyen coûte généralement plus cher que son absence et que l'intensité de la concurrence empêche le plus souvent l'expression de cette "générosité sociétale". Cette réalité explique pourquoi les comportements citoyens des firmes sont si peu développés. Mais le comportement des entreprises pourraient évoluer, sous le coup de la pression sociale, la médiatisation croissante de certains comportements inacceptables qui ternissent durablement la réputation et l'image des entreprises concernées, de leurs marques et de leurs produits et qui finissent par dégrader les ventes ou le cours des actions. A contrario, les comportements citoyens revendiqués par certaines entreprises, font l'objet d'une communication qui contribue à améliorer l'image de marque et les ventes des produits. Finalement, la résolution de la contradiction entre logique du profit maximal et comportement citoyen sera peut être assurée par le développement d'un nouveau marketing fondé sur la mise en évidence des actions socialement et écologiquement responsables des entreprises.